

## La carrière politique de Pierre Bertas (1895 - 1902)

### Aspects du socialisme marseillais à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

En 1964, diverses manifestations ont été organisées à Marseille pour célébrer le centenaire de la naissance de Pierre Bertas<sup>1</sup>. Ce dernier fut surtout connu par son œuvre abondante d'écrivain provençal et d'historien de Marseille, depuis ses premiers poèmes — *Flour e chato*, publiés en 1885 avec une préface de Valère Bernard — jusqu'à ses ouvrages, parus autour des années 1930, et consacrés à Daumier, Mirabeau, Puget, Sampiero Corso, Casaulx, Forbin, ainsi qu'au siège de Marseille par les Impériaux de Charles-Quint. Ce fut principalement à l'histoire du XVI<sup>e</sup> siècle que s'intéressa Bertas, dont la curiosité inlassable a laissé en témoignage aux Archives communales, plus de 50.000 fiches rassemblées dans le fonds qui porte son nom<sup>2</sup>. Sans doute cet érudit local, qui appartenait à la Société d'histoire, de statistique et d'archéologie de Marseille, se trouva-t-il avant tout séduit par l'histoire anecdotique, mais il est à son honneur de souligner qu'il eut le mérite, assez tôt, d'entreprendre ses recherches dans la riche collection des registres notariaux de Provence et d'apporter ainsi une foule de renseignements précieux sur la vie marseillaise.

Cependant, l'objet de cet article n'est pas de retracer la carrière littéraire de Pierre Bertas, qui a été fort bien évoquée dans une communication et une publication récentes<sup>3</sup>, mais de mettre en

---

1. *Provence Historique*, tome xv, fascicule 59 (de la collection), janvier-mars 1965, chronique, p. 93.

2. Archives communales de la ville de Marseille, 20 ii, 1 à 301, dont 280 manuscrits.

3. Cf. Lucien GAILLARD, « Pierre Bertas, historien de Marseille », dans les *Annales du Centre régional de documentation pédagogique d'Aix-Marseille*, feuillets documentaires régionaux, n° 2 (année 1965). On se reportera également à l'article de J. ISOARD : « Les troubadours marseillais, Pierre Bertas le fédéraliste », publié dans *l'Agriculteur provençal* du 4 février 1962.

lumière la période de son existence où il se tourna essentiellement vers l'activité politique, c'est-à-dire à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au tout début du XX<sup>e</sup>, entre la rédaction de ses premières œuvres provençales et celle de ses écrits historiques ultérieurs en langue française. Dans certains de ses ouvrages et de ses articles, car il fut également un journaliste infatigable<sup>4</sup>, Bertas a exprimé les idées qui ont guidé son action militante.

Ces idées, cette action, furent celles d'un homme de gauche, d'extrême-gauche même, porté vers le socialisme à l'époque où cette doctrine était dans sa phase ascendante, mais vers un socialisme tout pénétré de fédéralisme où l'amour de sa ville natale, Marseille, l'emportait certainement sur toutes les autres considérations doctrinales.

Marseillais de vieille souche, en effet, Martin-Honoré Antoine qui devait adopter plus tard le surnom de Pierre Bertas<sup>5</sup>, naquit le 5 mai 1864 à la rue du Refuge, dans une famille de condition modeste : ses parents tenaient une petite quincaillerie sur le boulevard National<sup>6</sup>, à la limite de la Belle-de-Mai. Ils voulurent donner à leur fils une formation classique et Bertas, élève au Petit Séminaire, y acquit une bonne connaissance de la langue et de la littérature latines. Mais, ne voulant plus demeurer à la charge de ses parents, il préféra opter pour l'enseignement primaire, à dix-huit ans, en 1882. Il appartenait donc à cette première génération d'instituteurs qui débutaient dans leur profession d'enseignants comme dans un sacerdoce, au moment où entraient en application les lois scolaires de Jules Ferry<sup>7</sup>. Beaucoup, on le sait, furent tout naturellement attirés par la politique. On peut nommer ainsi, parmi eux, à cette même époque, dans les Bouches-du-Rhône,

---

4. Bertas a collaboré à plusieurs feuilles provençales et fut rédacteur au *Petit Provençal*, au *Radical*, à la *Journée*, à la *République Provençale*, au *Rappel marseillais*, à la *Marseillaise*, au *Cri de Marseille*, à *Massalia*, etc. Il fut également correspondant de la *Dépêche de Toulouse* et du *Petit Var*.

5. Bertas signifie buisson épineux et le surnom répondait bien au caractère de l'homme, « inquiet e entié, rebecaire, peginous, cèrca-garroilha, delonga afuscat dins d'asprei batèstas, pèr d'idèas de literatura ò de politica, ai tot fach pèr crèisser lo nombre d'aquestei qu'èran enrabiats contra ieu », se jougeait-il lui-même. Cité par Jorgi REBOUL, dans *la Sartan* (mai-juin 1964) : « Un centenari Peire Bertàs (1864-1950) », p. 5.

6. Arch. dép. des Bouches-du-Rhône, M<sup>e</sup> III 52, notice préfectorale concernant Bertas en 1898, avant les élections législatives.

7. Cf. Lucien GAILLARD, *op. cit.* Consulter également, sur ce thème, *Les instituteurs*, de Georges DUVEAU, dans la collection « Le temps qui court », Editions du Seuil (1957).

trois socialistes : Philémon Gras, Marius Ollive, qui fut en France le premier instituteur élu conseiller général <sup>8</sup>, et Maximilien Carnaud, qui devint, à son tour, conseiller général du 7<sup>m</sup>e canton de Marseille en 1892. Leurs opinions avancées, on s'en doute, étaient peu appréciées par l'administration académique et préfectorale, la première dépendant fortement, alors, de la seconde, et plus particulièrement dans la conjoncture politique des années 1893-94. Au lendemain du scandale de Panama, on le sait, le gouvernement s'orienta vers la droite et, d'avril 1893 à juin 1894, par un étonnant chassé-croisé, les magistratures suprêmes de l'Etat, présidence du Conseil, présidence de la Chambre et enfin présidence de la République, furent monopolisées par deux hommes dont la réputation autoritaire n'était plus à faire : Charles Dupuy et Casimir-Périer.

A l'échelon marseillais la situation était aggravée par l'antagonisme entre une municipalité socialiste, récemment installée à l'Hôtel de Ville, en 1892, sous la direction de Flaissières, et le préfet Deffès, rude gascon au tempérament énergique dont le nom excitait la verve de la presse satirique locale.

L'instituteur Honoré Antoine possédait un penchant naturel pour l'esprit satirique et ses couleurs politiques étaient visiblement affichées. Dès l'âge de seize ans, il avait fréquenté les cercles les plus extrémistes de la Belle-de-Mai <sup>9</sup>. En septembre 1887, il avait été élu président du groupe rénovateur « Les enfants de Marat », et, un mois plus tard, président d'honneur des « Fils de 93 » <sup>10</sup>. Ecrivain provençal, Bertas s'était vite rangé aux côtés des rouges du Midi, Clovis Hugues et Antide Boyer dont il avait soutenu, tout jeune, en 1885, la candidature aux élections législatives <sup>11</sup>. Le 4 juillet 1890, il avait prononcé, au « Dahlia bleu », une conférence dont le texte fut publié en 1892 : *La Nacionaunita prouvençalo e lou Felibràji* <sup>12</sup>. La brochure portait en exergue une citation de

8. Cf. G. D'OUSSOUVILLE, *Historique du Conseil général des Bouches-du-Rhône*, p. 439 et 440. Ollive (1860-1911) fut élu conseiller général du canton de Roquevaire, dont il était originaire, en 1889, alors qu'il exerçait ses fonctions d'instituteur public.

9. Cf. *Les dictionnaires départementaux : Bouches-du-Rhône. Dictionnaire, annuaire et album* (Paris, Flammarion, 1902), p. 33 et 34.

10. *Ibid.*

11. Bertas le rappela lui-même en réunion publique, le 28 avril 1898, au Théâtre de la rue Loubon (rapport de police du 29, A.D., M<sup>2</sup> III 52).

12. Librairie Paul Ruat, Marseille, 1892, 28 pages.

Félix Gras, et, à l'intérieur, une dédicace en l'honneur d'Antide Boyer : « Au Troubaire-Deputa Antido Boyer que lou bèu promié esparpaï en Prouvenço l'idéio federalisto ». Déjà Bertas y développait l'essentiel des idées qui animeront son action quelques années plus tard.

C'est encore dans le sillage d'Antide Boyer qu'on le retrouve pendant la campagne électorale de l'été 1893. Contre le député-troubadour sortant de la 5<sup>me</sup> circonscription se présenta l'éminent Eugène Rostand, économiste, sociologue — il fut élu membre libre de l'Académie des Sciences morales et politiques cinq ans plus tard — et humaniste. Il n'en apparaissait pas moins, aux yeux des socialistes, et bien qu'il eût adopté l'étiquette de rallié, comme le représentant de la Préfecture, de l'Evêché, et de la Réaction, la plus abominable des trinités. Ses adversaires le persécutèrent donc de réunion en réunion. Un soir, au cours de l'une d'elles, dans une banlieue rurale de cette vaste circonscription qui s'étendait de la Corniche à la plaine de Cuges et aux bois de Ceyreste, Bertas interrompit brusquement Rostand en lui criant : « Vous avez assassiné Catulle » ! En effet, le père de l'auteur des *Musardises* — et bientôt des *Romanesques* (1894) — avait aussi manifesté son talent poétique en traduisant en vers français, une dizaine d'années auparavant, les œuvres lyriques de l'écrivain latin. L'orateur haussa les épaules et continua son discours en dépit des répétitions acharnées de l'ancien élève du Petit Séminaire, dont les arguments polémiques ne manquaient ni d'humour ni de culture. Mais l'absence de réaction de Rostand troubla, dans l'auditoire, de nombreux paysans : « As remarqua, murmurait-on, a ren respoundu quan li a di qu'avié assassina Catulo » ?

Effet de l'ignorance ou de la galéjade, il se constitua, le lendemain, un groupement des vengeurs de Catulle et, dans une autre réunion publique, Eugène Rostand fut accueilli aux cris d'« assassin, assassin » ! Tandis que ses partisans répondaient : « Prouvez-le » ! Rostand dédaigna de s'expliquer dans cette joute politico-littéraire, mais les vieux Marseillais ont transmis l'anecdote qui témoigne de la verve de Pierre Bertas.

Boyer, réélu, était encore le seul député socialiste de Marseille, à l'issue d'une consultation assez mouvementée où des incidents, survenant quelques mois après ceux du 1<sup>er</sup> mai, avaient opposé le

maire au préfet. Les passions politiques furent ranimées, à la fin de l'année 1893, par les attentats anarchistes et le vote des « lois scélérates ». Au Conseil général des Bouches-du-Rhône, les instituteurs socialistes Ollive et Carnaud — tous deux avaient été également candidats aux élections législatives de 1893 — protestèrent en termes si violents contre le gouvernement qu'ils se virent immédiatement révoqués. La riposte de l'opposition fut vigoureuse : tandis qu'Ollive était nommé secrétaire du Conseil général, Carnaud fut choisi comme candidat par les socialistes pour l'élection législative partielle de février 1894 dans la 1<sup>re</sup> circonscription. Il s'agissait de remplacer Paul Peytral, ministre des Finances du récent cabinet Dupuy, devenu, entre temps, sénateur. Après une campagne brillante, à laquelle Bertas participa, Carnaud, instituteur révoqué, fut élu contre Chanut, candidat décoré<sup>13</sup>, l'extrême-gauche s'adjugeant ainsi un second siège à Marseille.

Ces événements entraînèrent pour Bertas des conséquences importantes. Lui aussi avait protesté contre les lois scélérates, lui aussi avait blâmé la révocation arbitraire de ses deux collègues. Son attitude lui valut d'être déplacé à Saint-Louis. Il refusa cette affectation, adressa, sur un ton assez vif, sa lettre de démission à l'inspecteur d'académie<sup>14</sup> et se trouva plus disponible encore pour l'activité littéraire et politique.

Il fallait vivre cependant. Bertas travailla aux archives pour des généalogistes et son goût pour l'histoire s'affirma à l'occasion de ces recherches. En outre, grâce à l'appui de Clérissy, écrivain provençal et socialiste comme lui, rédacteur au *Petit Provençal*<sup>15</sup>, il devint, en 1894, journaliste à ce quotidien. Il y tint aussi bien la chronique maritime que les éphémérides provençales et put y publier son enquête sur l'idée fédéraliste en Provence. Par le *Petit*

---

13. C'étaient les slogans de l'époque. Chanut venait de recevoir le ruban de chevalier de la Légion d'honneur (A.D., M<sup>2</sup> III 50).

14. Fonds Bertas, n<sup>o</sup> 291, appel aux électeurs du comité Bertas en 1898. Voir aussi, dans ce même dossier, le texte de la lettre de Bertas publiée dans la *Marseillaise* du 30 janvier 1898. Bertas n'accepta pas d'être « envoyé en disgrâce dans l'une des plus humbles écoles de banlieue » et déclara ne pouvoir « oser enseigner à ses élèves que l'aplatissement et l'hypocrisie deviennent les qualités tolérées et encouragées nécessaires à la réussite dans la vie ».

15. Clérissy et Bertas avaient fondé des groupes de défense des libertés provençales : « la Commune », « l'Action provençale ». Cf. notice préfectorale déjà citée (A.D., M<sup>2</sup> III 52). Bertas collaborait également au *Cri de Marseille*, feuille très anticléricale.

*Provençal*, qui soutenait alors fortement la municipalité Flaissières, il entra en relations plus étroites avec le maire de Marseille qui l'apprécia. Son amitié avec Henri Goyet, lui-même très lié avec Flaissières, fut, enfin, déterminante.

Henri Goyet <sup>16</sup>, fils d'un déporté du 2 décembre 1851, lui-même ancien canut lyonnais venu s'établir liquoriste à Marseille, avait combattu à la préfecture, pendant la Commune, le 4 avril 1871. Comme la police recherchait son frère aîné, également insurgé, qui portait le même prénom que lui et qui était marié et chargé de famille, il avait préféré se livrer à sa place. Ce sacrifice lui avait valu cinq années de détention <sup>17</sup> dans une forteresse à Nîmes, puis à Thouars. Revenu à Marseille en 1876, il milita de nouveau dans les rangs de l'opposition et fut l'un des premiers, en 1881, à fonder un groupement socialiste.

Flaissières était le médecin et l'ami de sa famille. Sur le plan politique, il aimait bien s'entourer de compagnons dévoués et fidèles pour contrebalancer l'influence des conseillers municipaux que lui imposaient, sur ses listes, les alliances électorales. C'est pourquoi, aux élections municipales des 19 et 26 mai 1895, élections voulues par Flaissières pour trancher le conflit qui l'opposait à la minorité de tendance guesdiste dirigée par Bernard Cadenat, Goyet et Bertas furent admis sur la liste du maire sortant et élus au second tour avec une moyenne d'environ 25.800 voix sur 28.548 votants et 85.476 inscrits — on soulignera, au passage, l'indifférence du corps électoral marseillais manifestée surtout par les milieux modérés <sup>18</sup>. Lors de l'installation du Conseil municipal, Bertas fut élu 9<sup>e</sup> adjoint par 33 voix sur 36 et fut délégué aux Beaux-Arts. Il ne pouvait être question, en effet, d'attribuer l'Instruction publique à un « instituteur rebelle à l'autorité » <sup>19</sup>. Mais l'année suivante,

16. Père de M. Paul Goyet, l'actuel directeur de *Massalia*, que nous remercions vivement ici pour les documents qu'il nous a communiqués. Henri Goyet mourut le 2 février 1900. Bertas prononça son éloge au nom du Conseil municipal le 4 février, déclarant notamment, dans sa péroraison : « Nous ne croyons pas aux billevesées d'une existence supra-terrestre, mais la moisson de ses efforts sera transmise ». Cf. *Bulletin municipal officiel de la ville de Marseille (B.M.O.V.M.)* du 11 février 1900.

17. Jugement n° 266 (n° d'ordre 11.027) rendu par le premier conseil de guerre de la 9<sup>e</sup> division militaire le 22 juillet 1871 et confirmé par le conseil de révision de Lyon le 24 août 1871.

18. Il y avait eu 44.389 votants au premier tour, soit à peine un peu plus de 50 % du nombre des inscrits ; Bertas avait obtenu 20.672 voix (Cf. A. D., M<sup>o</sup>, 195, et *B.M.O.V.M.*, n° 34, du 19 mai 1895, p. 286).

19. Rapport de police n° 1.405, du 23 mai 1895 (A.D., M<sup>o</sup> 201). Ce fut le docteur Garnier qui reçut l'Instruction publique.

au renouvellement général du 3 mai 1896, Bertas, réélu conseiller municipal en très bonne position <sup>20</sup> au premier tour, vit s'ajouter, à sa gestion des Beaux-Arts celle d'une partie de l'Instruction publique (Enseignement supérieur et secondaire) <sup>21</sup>. Et l'ancien instituteur, dont la profession officiellement mentionnée était devenue celle d'hommes de lettres <sup>22</sup>, eut la satisfaction d'être enfin délégué à l'Instruction publique (Enseignement primaire) après les élections municipales des 6 et 13 mai 1900, en qualité de 4<sup>e</sup> adjoint au maire <sup>23</sup>.

Bertas avait donc abandonné, à cette date, la charge des Beaux-Arts. Elle lui avait apporté à vrai dire, pendant cinq années, le plus d'honneurs mais aussi, en revanche, beaucoup de difficultés.

Les hasards de la chronologie fournirent en effet à ce Marseillais amoureux du passé de sa ville natale l'occasion de célébrer, en 1899, les fêtes du 25<sup>e</sup> centenaire de la fondation de Massalia. Ce fut là, véritablement, son œuvre personnelle ; dès le mois d'octobre 1897 il avait déposé et fait adopter un vœu dans ce sens au Conseil municipal. Dans son discours, fort éloquent, il avait souligné combien était fâcheuse la réputation de Marseille, « la ville la plus calomniée et la plus ridiculisée par les Français », et comment les Marseillais, au lieu d'accepter cette situation en se moquant complaisamment d'eux-mêmes, devaient au contraire réagir afin de réhabiliter leur ville, et profiter de cette circonstance solennelle pour attirer l'attention, par l'éclat de fêtes grandioses, sur les titres de gloire de la vieille cité <sup>24</sup>.

20. Troisième de liste après Flaissières et Ambard, avec 26.794 suffrages sur 38.260 votants et 85.782 inscrits (A.D. M<sup>3</sup> 195.) Les chiffres publiés par le *B.M.O.V.M.*, n<sup>o</sup> 85, du 10 mai 1896, p. 627, sont légèrement différents : votants, 38.336 ; Flaissières, tête de liste, 27.153 ; Bertas, douzième, 26.788.

21. Bertas fut élu 8<sup>e</sup> adjoint par 25 voix sur 36 (*B.M.O.V.M.*, n<sup>o</sup> 86, du 17 mai 1896, p. 631 et 33). On peut lire dans la collection du bulletin plusieurs discours de distribution des prix prononcés par Bertas dans la tradition républicaine et laïque de l'époque.

22. Rapport du commissaire central au préfet du 10 mai 1896 (A.D. M<sup>3</sup> 195).

23. Bertas avait obtenu 26.839 voix au premier tour, arrivant en deuxième position sur la liste toujours conduite par Flaissières qui n'était lui-même qu'au troisième rang. On comptait, pour 89.000 inscrits environ, 58.472 votants et 65.872 au second tour où Bertas passa avec 32.333 suffrages. La participation électorale, beaucoup plus forte qu'en 1895-1896, s'explique par une compétition mieux organisée et plus vive de la part de l'opposition anticollectiviste qui réussit à faire élire cinq de ses candidats parmi lesquels le docteur Mireur et J.-B. Ripert.

24. *B.M.O.V.M.*, n<sup>o</sup> 160 du 17 octobre 1897, p. 2118 : séance du 12 octobre.

Bertas eut aussi le mérite de batailler avec obstination — cela était bien dans son caractère — pour que ce vœu ne restât pas oublié dans les dossiers de l'Hôtel de Ville et qu'il se matérialisât par des réalisations effectives. Le 8 juin 1899, Flaissières lui donna carte blanche en le désignant comme président de la commission d'initiative chargée d'organiser les cérémonies<sup>25</sup>. Un crédit de 400.000 francs fut ouvert par l'administration sur le budget supplémentaire de l'exercice courant<sup>26</sup>. Bertas devint ensuite le secrétaire général d'un important comité présidé par Flaissières et dont faisaient partie plusieurs notabilités de la ville représentant ses principales activités. En ces temps de querelles politiques violentes, il réussit à obtenir une sorte de manifestation d'unanimité, « une trêve de Dieu, un armistice imposés par la solennité des événements », comme le fit remarquer, dans un beau numéro spécial sur papier glacé, le *Bavard*, journal satirique qui renonça lui-même, pour une fois, à ses critiques et sarcasmes<sup>27</sup>.

La trêve en question occupa presque une décade, du 14 au 22 octobre 1899 ; et les fêtes artistiques et sportives qui s'y déroulèrent, dans l'esprit et la tradition de la Grèce antique<sup>28</sup>, permirent à l'imagination et à la culture historique de Bertas de s'épanouir librement. On les découvre principalement dans les épisodes de la grande cavalcade historique qui se déroula, avec ses cortèges et ses chars, le dimanche 22 octobre : des noces de Gyptis à La Marseillaise de 1792, Bertas avait voulu reconstituer, pour la grande foule, les scènes marquantes de l'histoire de la cité<sup>29</sup>. L'une d'elles lui tenait particulièrement à cœur, et il y consacra, bien plus tard, d'autres recherches et publications : la défense de Marseille en 1524 contre les Impériaux du connétable de Bourbon. En bonne logique, la cavalcade se termina par le défilé du char du Commerce et par l'apothéose de Marseille. Peu de jours auparavant, le

25. *B.M.O.V.M.*, n° 247, du 17 juin 1899.

26. *Ibid.*, n° 253, du 30 juillet 1899 : séance du 25 juillet.

27. *Le Bavard*, 14 octobre 1899.

28. Comme en témoignent les titres des pièces de théâtre et des opéras représentés : « Gyptis », « Timon d'Athènes », « Erostrate », dont les auteurs, Méry, Emile Fabre et Reyer étaient d'authentiques marseillais.

29. Citons encore la procession des divinités marseillaises, le triomphe de Marius en 102 av. J.-C., la République marseillaise de 1228, la réunion de Marseille à la France en 1481, l'établissement de l'imprimerie à Marseille, la galère réelle, etc. Pour plus de détails, se reporter au programme des manifestations publiée dans le *B.M.O.V.M.*, n°s 263, 64 et 65 (8, 15 et 22 octobre 1899) et les journaux de l'époque.



14 octobre, on avait posé, à la tour du fort Saint-Jean, une plaque commémorative où était gravée la même inscription rédigée en quatre langues : le français, le grec, le latin et le provençal. A cette occasion, plusieurs allocutions avaient été prononcées<sup>30</sup>. Celle de Bertas, tout imprégnée de l'histoire et de l'amour de sa ville natale, débutait ainsi : « Peuple de Marseille, enorgueillis-toi ! Réjouis-toi, peuple de Marseille : elle est enfin venue l'heure de ta glorification » ! Bertas se plaisait ensuite à évoquer le caractère pacifique de la fondation de Massalia qui ne présentait aucune tare originelle et, développant ce thème symbolique, s'attachait à mettre en lumière ces fêtes de l'Idée — et non de la Force — du Travail, de l'Intelligence et de l'Amour, ces fêtes qui devaient exprimer l'apport de Marseille à la Civilisation, une civilisation française, certes, mais tout autant latine et méditerranéenne<sup>31</sup>.

Bertas reçut les félicitations de ses collègues du Conseil municipal au cours de la séance du 24 octobre. Dans sa réponse, il demanda et obtint que le boulevard du Nord fut appelé désormais boulevard d'Athènes<sup>32</sup>. L'histoire et la politique le déterminèrent d'ailleurs, trois ans plus tard, à bouleverser la nomenclature des rues de Marseille. Il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter au tableau figurant en annexe à son rapport adopté par le Conseil municipal le 22 mai 1902<sup>33</sup> : 370 rues étaient débaptisées, et, en cette période d'anticléricalisme, une vingtaine de places, rues, boulevards ou traverses de l'Eglise et tout autant de noms de saints faisaient naturellement les frais de l'opération. Bertas donnait, en échange, la part belle à l'Antiquité (rues Pythéas, Apollon, Démosthène, Trogue-Pompée, d'Ephèse, d'Ionie, etc...), saluait, au passage, le roi René, Nostradamus et Niozelles, pour honorer surtout les personnalités contemporaines chères à ses goûts comme à ses convictions : d'une part, les démocrates et les socialistes (rues Gaston Crémieux, Esquiros, Félix Pyat, Benoit Malon, Fourier,

---

30. Par Flaissières, Lucipia, président du Conseil municipal de Paris, Michel Clerc, au nom de l'Université d'Aix-Marseille, bien entendu, et le docteur Georgiadès, délégué de Phocée. Un poème de Clovis Hugues, « Salut à Marseille », fut également récité par Sylvain (*B.M.O.V.M.*, n° 265, du 22 octobre 1899).

31. *Ibid.* Cf. également, à propos de fédéralisme dans le monde latin, l'article déjà cité de J. Isoard dans *l'Agriculteur provençal*.

32. *B.M.O.V.M.*, n° 267, du 5 novembre 1899, p. 2847.

33. *Ibid.*, n° 400, du 25 mai 1902, p. 117 et 118, et n° 414 du 31 août 1902, p. 190 et 191.

Proudhon, ce dernier implanté à la Capelette), d'autre part, les écrivains et artistes marseillais et provençaux : Reyer, Aubanel, Mistral, celui-ci gracieusement escorté d'une rue Mireille et d'une rue de la Farandole.

Mais ce vaste programme fut loin d'être totalement appliqué, car entre l'adoption du rapport et la publication du tableau des changements de noms de rues, Chanot avait remplacé Flaissières à l'Hôtel de ville et Bertas n'était plus conseiller municipal.

Il n'était déjà plus, depuis deux ans, adjoint aux Beaux-Arts et s'en accommodait fort bien, car sa gestion lui avait apporté, à propos de l'affaire du Grand-Théâtre, beaucoup d'avatars et maintes critiques.

Il faut remonter ici quelques années en arrière : dès que la municipalité Flaissières fut consolidée par les succès électoraux de 1895 et 1896, elle résolut d'administrer la ville conformément à ses principes collectivistes, mais dut, en même temps, faire face à de sérieuses difficultés financières. C'est pourquoi, en accordant la priorité aux dépenses de caractère social, elle fut amenée à réduire ou à supprimer un certain nombre de subventions, en particulier les 260.000 francs qui étaient, dans le budget de 1897, prévus pour le Grand-Théâtre. Cette somme fut affectée soit au compte des hospices, soit à celui des écoles publiques de la ville en matière de fournitures scolaires et de cantines<sup>34</sup>.

Ce n'était pas la première fois que le Grand-Théâtre se voyait privé de subventions, depuis sa création datant, à l'époque, d'un peu plus d'un siècle<sup>35</sup>. Et son statut, comme sa réputation artistique, n'avaient pas non plus été à l'abri des vicissitudes. Du temps de Bertas, beaucoup, à commencer par l'adjoint aux Beaux-Arts lui-même, lui reprochaient de coûter fort cher à la ville en n'offrant à sa population que des spectacles médiocres. Bertas aurait voulu rénover l'art dramatique et l'opéra à Marseille. Mais des querelles idéologiques vinrent envenimer l'affaire. Certains conseillers muni-

34. *B.M.O.V.M.*, n° 164, du 14 novembre 1897, p. 2162 à 64. « Le *panem* doit passer avant les *circenses* », avait déclaré Bertas au cours de la séance du 10 août 1897 (*ibid.*, n° 152, du 22 août, p. 2057).

35. Le Grand-Théâtre fut inauguré en 1787. La subvention lui fut, notamment, refusée en 1872-74. Cf. *Encyclopédie des Bouches-du-Rhône*, t. VI, p. 778 à 781.

cipaux socialistes, comme Coulet et Quilici, voulaient refuser systématiquement les subventions aux spectacles réservés aux bourgeois, tels que le théâtre ou les concerts classiques. Bertas n'allait pas si loin, qui établissait la distinction entre le Grand-Théâtre, dont les représentations étaient parfois d'un goût douteux, et les concerts classiques : « Les principes socialistes, déclarait-il, ne sont pas opposés à l'expansion de l'art... Nous n'avons jamais marchandé la subvention aux concerts classiques, parce que nous savons bien qu'ils donnent un enseignement musical qu'on ne trouve pas ailleurs qu'à Marseille <sup>36</sup> ». Et les concerts classiques reçurent, en définitive, leur subvention de 6.000 francs.

Mais, pour en revenir au Grand-Théâtre, une campagne d'opposition fut menée dans les milieux modérés marseillais, et dès le mois d'août 1897, trois mois avant l'ouverture de la saison théâtrale, le *Petit Marseillais* commença, par une série d'articles, à critiquer la prise de position de la municipalité. Faisant allusion aux projets d'adjudication et de location de Bertas, Horace Bertin, le 22 août, et Armand Elbert, le 9 octobre, déplorèrent cette « solution navrante ». H. Bertin, citant Proudhon et Millerand, rappelait quelle influence prépondérante l'art et le goût exerçaient au point de vue du développement social. A la même époque, du reste, le *Petit Marseillais* félicitait Bertas, qualifié d'érudit en l'occurrence, pour son initiative en faveur des fêtes du 25<sup>e</sup> centenaire <sup>37</sup>.

Mais à la fin octobre, les choses se gâtèrent. Le 30, au soir de l'ouverture — on représentait « La Maison du Baigneur » d'Auguste Maquet — une cabale visiblement organisée déclencha le vacarme : pancartes et cris exigèrent : « démission ou subvention ! On veut de l'opéra ! » pendant que les chœurs entonnaient — mais dans la salle — l'hymne russe ou « Esprit-Saint, descendez en nous » ! On conspua Flaissières absent, et on alla manifester, à la sortie, sous ses fenêtres, rue Sainte, tout à côté de la rue Beauvau <sup>38</sup>.

36. Séance du 11 décembre 1897 (*B.M.O.V.M.*, n° 171, du 2 janvier 1898, p. 2230). Plus tard en 1900, il réaffirma sa position, tout en continuant à voter contre la subvention, rétablie à cette époque (192.000 francs), à savoir qu'il ne fallait pas mélanger les questions de doctrine socialiste et le problème du Grand-Théâtre (*ibid.*, n° 302, du 8 juillet 1900).

37. *Petit Marseillais*, 14 octobre 1897 : « Nous applaudissons à cette généreuse initiative ».

38. *Ibid.*, 31 octobre. Voir aussi la rubrique de Camille Ferdy dans le *Petit Provençal* : il y avait à la salle Beauvau 1.500 à 2.000 personnes et 150 gardiens de la paix, qui procédèrent à une vingtaine d'arrestations.

Bertas était présent, lui, au Grand-Théâtre, avant huit heures, mais il était venu avec des forces de police imposantes. Une caricature du *Bavard* le représente, tout petit, barbu, en habit de soirée et chapeau haut de forme, entre deux énormes gardiens de la paix, qui précédaient toute une troupe<sup>39</sup>. Et la police fut plutôt brutale... D'autres incidents se produisirent le 4 novembre et le ton monta dans la presse. Le 7 novembre, dans le *Petit Marseillais*, Horace Bertin eut beau jeu de rappeler les violentes protestations des socialistes quand, le 1<sup>er</sup> mai, la police voulait s'opposer à leurs manifestations. Le 10 novembre, une délégation alla se plaindre à la Préfecture. Le 11, Gaspard Galy, rédacteur au *Petit Marseillais*, s'en prit à Bertas lui-même, «adjoint délégué à la destruction des Beaux-Arts». Le 4 décembre, dans le *Bavard*, Louis Fauché publia, à l'intention de « M. Bertas si féru des archives », un très long arrêté de Maignet, relatif au statut du Grand-Théâtre pendant la Révolution, dans lequel le représentant de la Convention proclamait que le théâtre était une œuvre utile et populaire, et pas seulement un spectacle réservé aux fils de familles ou aux bourgeois repus.

La réaction de Bertas avait été fracassante. Plus épineux, plus buissonneux que jamais, il se justifia et attaqua à son tour, en séance publique — et tumultueuse — du Conseil municipal, le 9 novembre 1897<sup>40</sup>. Après avoir expliqué l'utilisation des sommes retirées au Grand-Théâtre au profit d'œuvres sociales, il dénonça la « conspiration des bourgeois réactionnaires pactisant avec la cohorte des malintentionnés et des hommes d'affaires, les ennemis de la municipalité socialiste de Marseille » qui avaient délibérément

---

39. *Le Bavard*, 6 novembre 1897. Bertas fut également caricaturé dans *le Petit Provençal* du 1<sup>er</sup> novembre. Ce quotidien, les jours suivants, n'approuva guère son collaborateur, déplorant à son tour la suppression de la subvention et citant au contraire l'exemple de la municipalité socialiste de Lille qui, elle, savait encourager l'art lyrique.

40. *B.M.O.V.M.*, n° 164, du 14 novembre 1897, p. 2162 à 64. Voir aussi le compte rendu de C. Ferdy dans *le Petit Provençal* du 10 novembre, « Une séance orageuse », et celui de Gaspard Galy dans *le Petit Marseillais* du même jour : « ... nerveux, les phrases coulant de ses lèvres enfiellées et agressives », Bertas fut rappelé à l'ordre par Flaissières lui-même et maintes fois interrompu ou conspué par une partie de l'assistance. La question du Grand-Théâtre agita l'opinion, avant d'être soumise à un référendum populaire, jusqu'à la fin décembre 1897. Le 30, en effet, le soir de la réouverture du Grand-Théâtre, de nouveaux désordres troublèrent la représentation. L'avant-veille, le marseillais Edmond Rostand avait obtenu un triomphe avec « *Cyrano de Bergerac* » ; mais c'était au théâtre de la Porte Saint-Martin, à Paris. Amère constatation pour le persécuteur d'Eugène Rostand : la centralisation était aussi artistique.

tenté de saboter la saison théâtrale. Il prit à partie le *Petit Marseillais*, qu'il accusa d'avoir provoqué les incidents survenus par sa campagne insidieuse menée depuis trois mois. Puis, après avoir égratigné au passage, sans les nommer, divers rédacteurs de ce quotidien, il mit en cause personnellement Toussaint Samat, directeur du *Petit Marseillais*, le principal responsable : « Je prends mes responsabilités... Je ne suis qu'un misérable reporter maritime qui peut-être demain sera cassé aux gages. Je dénonce, en ce moment, le plus puissant des directeurs de journaux de province, la plus ferme colonne de tous les gouvernements d'hier, d'aujourd'hui et de demain... M. Toussaint Samat, l'homme du canal et des quartiers de derrière la Bourse... Marseille doit être aux Marseillais, mais pas au *Petit Marseillais*... M. Toussaint Samat vous a presque fait risette, à certains moments. Il vous a même tendu la main, mais une main chargée de papiers. Il y avait de tout là-dedans, des plans de rénovation de quartiers et des projets de tramways... Pour mériter les bonnes grâces de M. Toussaint Samat, il aurait fallu lui accorder peut-être la rétrocession des voies qu'il vous demandait, il aurait fallu peut-être, d'abord et surtout, démolir l'immeuble de la rue Beausset <sup>41</sup>. L'ancien ouvrier typographe, aujourd'hui millionnaire, vous recevrait peut-être alors à bras ouverts, dans une de ses villas pour vous faire admirer ses riches collections... ».

Ce discours violent valut à Bertas un procès en diffamation intenté par Toussaint Samat lui-même. Le directeur du *Petit Marseillais* fut défendu par Jourdan, député du Var, marseillais d'origine, et Bertas par Alexandre Millerand, que les socialistes sollicitaient souvent dans des cas similaires. Bertas fonda également avec Clérissy un hebdomadaire socialiste, *La Marseillaise*, pour mieux informer l'opinion publique, face au puissant *Petit Marseillais*. Dans sa plaidoirie <sup>42</sup>, le futur président de la République cita Mistral qui avait salué en la personne de Bertas « l'un des meilleurs

---

41. Dans sa profession de foi, rédigée quelques mois plus tard, au moment des élections législatives du printemps 1898, Bertas apporta quelques précisions sur ces deux accusations : la campagne du *Petit Marseillais* au sujet du Grand-Théâtre aurait été, selon lui, une réponse de Samat au refus de Flaissières et de ses édiles de lui accorder le prolongement de son chemin de fer Est-Marseille jusqu'à Gémenos. Il aurait voulu également, si les plans de rénovation des vieux quartiers de la Bourse avaient été adoptés, spéculer avantageusement sur la vente des immeubles qu'il y possédait (A.C., fonds Bertas, 20 ii, n° 291).

42. Cf. *La Marseillaise* du 30 janvier 1898 (fonds Bertas, *ibid.*).

écrivains provençaux et l'apôtre des libertés de Provence ». Mais, comme l'avait prévu Millerand<sup>43</sup>, Bertas fut condamné à 25 francs d'amende, le 29 janvier 1898. Le surlendemain, il échangeait deux balles sans résultat avec Léon Boudouresque à la Fontaine d'Ivoire. Les témoins de Bertas étaient Henri Goyet et Quilici<sup>44</sup>. Les duels étaient fréquents à l'époque. Le paisible Flaissières lui-même avait croisé l'épée, le 1<sup>er</sup> novembre 1897, avec un de ses adjoints, Dechavanne, à la suite d'une dispute au Conseil municipal<sup>45</sup>. Et puis l'affaire Dreyfus, on le sait, commençait à susciter déjà polémiques et rencontres (Jaurès et Barthou échangeèrent également deux balles à la fin de décembre 1897 et Bertas à nouveau se battra, un an plus tard), mais l'affaire Dreyfus n'en était qu'à ses débuts, sur le plan politique, lorsque démarra la campagne électorale de 1898 pour le renouvellement de la Chambre des députés.

Les campagnes électorales étaient alors beaucoup plus longues et plus animées que de nos jours. Bien que le scrutin du premier tour ne fût fixé qu'à la date du 8 mars, les comités et les clubs étaient déjà en pleine activité dès le mois de janvier et les réunions publiques commencèrent en février.

Est-ce la notoriété dont il était l'objet à cette date qui poussa Bertas à se présenter aux élections ? C'est la seule raison invoquée dans la notice préfectorale le concernant<sup>46</sup> : « Profite de ce bruit pour se présenter à la députation. Possède de nombreux amis à la Belle-de-Mai ». Il en existait peut-être d'autres liées, précisément, à la situation politique de la Belle-de-Mai à cette époque. Car ce quartier, célèbre entre tous, toujours cité en exemple dans la presse parisienne à l'égal de Belleville, « cette montagne du collectivisme », comme disait Bernard Cadenat, compétiteur de Bertas

43. Ce dossier du fonds Bertas contient six lettres d'Alexandre Millerand adressées à Bertas (du 15 décembre 1897 au 31 mars 1898) et une destinée à Flaissières dans laquelle Millerand jugeait « la condamnation inévitable ».

44. Cf. *Petit Marseillais* du 31 janvier 1893 : « Duel de presse, M. Bertas, adjoint au maire de Marseille, ayant émis sur M. Léon Boudouresque, rédacteur au *Petit Marseillais*, certaines appréciations jugées offensantes par ce dernier, une rencontre fut décidée. Le duel a eu lieu. Deux balles ont été échangées sans résultats ». Cf. également fonds Bertas, dossier cité.

45. Cf. *Petit Marseillais* du 2 novembre 1897, et *Petit Provençal*. La rencontre eut lieu dans les bois entre Septèmes et Calas. Le lendemain, le *Petit Provençal* annonçait un autre duel entre deux conseillers municipaux parisiens et philosphait sur ce nouveau genre d'épidémie.

46. A.D., M<sup>2</sup> III 52, 1898, non datée.

en 1898, offrait, cette année-là, l'étrange paradoxe d'être représenté par un député nationaliste, Auguste Bouge, après avoir délégué à la Chambre Raspail en 1876 et Clovis Hugues en 1881. Certes, Bouge, lorsqu'il avait été élu, en 1889, était encore radical et avait bénéficié de la désunion des socialistes, de l'affrontement entre Guesde et Protot. Réélu de justesse, en 1893, contre Cadenat, il n'en avait pas moins, malgré son évolution vers la droite, consolidé son réseau d'influence dans sa circonscription<sup>47</sup>. Et la Belle-de-Mai, bien que constituant, avec le bureau de vote du boulevard National et celui de Saint-Lazare, l'un des gros bataillons de cette vaste 2<sup>e</sup> circonscription qui s'étendait de Saint-Barnabé à l'Estaque, et des Chartroux à Saint-Antoine, ne pouvait suffire à équilibrer seule les forces d'autres banlieues rurales ou quartiers non ouvriers. Mais les trois bureaux précités rassemblaient 8.000 électeurs inscrits sur 22.000 environ<sup>48</sup>, et, avec l'appoint de la banlieue Nord, de la 2<sup>e</sup> circonscription, se dégageait en définitive une majorité plutôt prolétarienne. Il restait cependant à la concrétiser par un succès électoral.

Un tel succès exigeait l'union des forces d'extrême-gauche et, pas plus qu'en 1889 et 1893, elle ne semblait devoir se réaliser facilement, au départ, en 1898. Trois candidatures furent en effet déposées, en dehors de celle du député sortant : celles de François Tassy, républicain socialiste, de Pierre Bertas, socialiste autonomiste, et de Bernard Cadenat, socialiste collectiviste<sup>49</sup>.

Disons tout de suite que Tassy, avocat, conseiller général du 4<sup>e</sup> canton, collègue de Bertas au Conseil municipal, se vit contester dès le début de la campagne la qualité de socialiste. Il était en effet plus proche du radicalisme et les rapports préfectoraux qui lui sont consacrés sont assez contradictoires, quoique dans

---

47. Cf. la notice préfectorale concernant Bouge : « Devenu républicain de gouvernement (celui de Méline), il a attiré sur lui, par son changement d'attitude politique, un déchaînement de haines et de violences... Mais il est soutenu par le *Petit Marseillais* et les réactionnaires non intransigeants, et dispose d'une nombreuse clientèle » (A.D., M<sup>2</sup> III 52 A, rapport non daté). Tout un dossier, aux Archives départementales, est réservé aux lettres de recommandations adressées au préfet par Auguste Bouge (A.D., M<sup>2</sup> III 64).

48. Dont 2.574 électeurs inscrits à la Belle-de-Mai et 2.632 au boulevard National, quartier où Bertas était le plus connu.

49. Ce sont les étiquettes figurant dans le rapport du commissaire spécial au préfet en date du 4 mars 1898 (A.D., M<sup>2</sup> III 52).

l'ensemble peu favorables à son égard <sup>50</sup>. Mais que nous apprennent ceux qui concernent Bertas <sup>51</sup> ? En plus des renseignements d'ordre biographique assez détaillés, qui ont déjà été mentionnés, on peut lire les appréciations suivantes : « Publiciste intelligent, doué d'une parole facile, très ardent et ambitieux, socialiste très violent (Cadenat avait droit, lui, dans un rapport voisin et dans la hiérarchie des nuances, à « capable des pires violences »), socialiste honnête et convaincu, mais même, dit-on, car il ne songe pas à s'enrichir de son mandat ». Ce singulier compliment s'accompagnait d'un jugement peu flatteur sur la personne de Bertas : « Possède un physique désagréable qui prête à la charge ». Et le rapport n'omettait pas de rappeler les récents incidents du Grand-Théâtre qui avaient permis à la presse et aux revues de ridiculiser Bertas.

Quant à ses chances d'être élu, elles étaient jugées bien faibles. On lui reconnaissait une certaine influence sur les milieux ouvriers et l'appui de quelques comités de quartiers, mais il disposait de peu de moyens financiers, et les autres candidats socialistes étaient mieux placés que lui. Sûr de lui, le préfet Floret, dans un rapport adressé au ministre de l'Intérieur <sup>52</sup> affirmait que Bouge arriverait en tête au premier tour devant Cadenat, Tassy et Bertas, dans l'ordre, et qu'il serait réélu au second, car les socialistes ne parviendraient pas à s'unir sur un seul candidat. Mais le préfet fut très malheureux dans ses pronostics : il se trompa dans quatre circonscriptions sur cinq à Marseille ! Du moins, avait-il raison de prévoir des difficultés, dans la 2<sup>e</sup>, entre les trois candidats de la gauche.

Car s'ils furent solidaires pour attaquer le député sortant à abattre, encore que Tassy ait été soupçonné de faire le jeu de ce dernier, et de n'avoir posé sa candidature que pour mieux épar-

---

50. Cf. le rapport du commissaire spécial du 6 avril 1898 (A.D., M<sup>2</sup> III 52) et une notice « très confidentielle » non datée (A.D., M<sup>2</sup> III 52A) : « Ses accointances avec le préfet le rendent suspect aux socialistes. On lui reproche de chercher une place dans la magistrature... Se présente comme socialiste mais répudie le collectivisme. Siégera, s'il est élu, aux côtés de M. Mirman qu'il admire beaucoup, et non avec Jaurès ou Millerand... bon garçon, serviable... avocat peu actif, ambitieux sans convictions, socialiste par intérêt, de valeur médiocre, esprit faux et politicien vulgaire... ».

51. Deux rapports, dont l'un très confidentiel également, le concernent dans les mêmes dossiers.

52. Minute du 14 février 1898 (A.D., M<sup>2</sup> III 52).



pillier les voix au premier tour<sup>53</sup>, la méfiance, les querelles et les polémiques, les réconciliations aussitôt suivies de ruptures, les intrigues ou l'intimidation marquèrent en revanche le déroulement mouvementé de cette campagne électorale, du 20 février au 20 mai 1898 : « On se dévore à qui mieux mieux », se réjouissait l'autorité préfectorale<sup>54</sup>. Bernard Cadenat donna, en grande partie, ce ton passionné à la lutte. Cela venait de sa personnalité, de son tempérament énergique. Il se considérait, à la Belle-de-Mai, comme dans son fief légitime en raison de l'antériorité des combats qu'il y avait menés. En 1889, il avait été l'un des plus fidèles lieutenants de Guesde et on pouvait le considérer comme l'un des leaders de la tendance guesdiste à Marseille. En 1893, il n'avait échoué que d'une centaine de voix, au second tour, contre Bouge, et, cette fois, c'est de tout le socialisme marseillais qu'il avait pu se croire le chef<sup>55</sup>. Mais, depuis, bien des événements s'étaient produits et en particulier l'antagonisme entre Cadenat et Flaissières, le second bien vite taxé par le premier de modérantisme au Conseil municipal et affublé de l'épithète de « jésuite rouge ». Pour se débarrasser de Cadenat et de ses partisans, Flaissières, on l'a vu, n'avait pas hésité à provoquer, par sa démission, de nouvelles élections municipales en 1895, et à s'entourer de collaborateurs dévoués tels que Bertas. Puis quand, l'année suivante, Cadenat présenta contre Flaissières une liste socialiste révolutionnaire, celle-ci fut écrasée, n'obtenant que 3.730 voix de moyenne contre 21.700. On conçoit donc fort bien que Bernard Cadenat ait été, du moins à cette époque précise, « l'objet d'une hostilité sourde de la part de la mairie<sup>56</sup> », et que Flaissières ait souhaité l'écartier de la compétition législative en 1898. Il est donc vraisemblable d'admettre que la candidature Bertas, également appuyée par le *Petit Provençal*, bénéficia au départ de toute sa sympathie et, ce qui paraît confirmer cette hypothèse, c'est l'attitude de Pierre Bertas lui-même, proposant de faire appel, à plusieurs reprises, lorsque les divergences éclataient entre lui,

---

53. C'est ce qu'affirme *l'Intransigeant* du 11 avril 1898 : Bouge aurait lancé la candidature de Tassy, pseudo-socialiste, son ex-secrétaire — effectivement Tassy avait travaillé dans le cabinet d'avocat de Bouge en 1899 — « qui l'accable de reproches pour mieux tromper l'électeur... La ficelle est trop grosse ».

54. Dans un rapport du commissaire spécial du 29 avril 1898 (A.D., M<sup>2</sup> III 52).

55. Rapport du commissaire spécial du 6 avril 1898 sur Bernard Cadenat (A.D., M<sup>2</sup> III 52).

56. Notice préfectorale, non datée (A.D., M<sup>2</sup> III 52 A).

Cadenat et Tassy, à l'arbitrage de Flaissières. Il laissa même entendre qu'il serait préférable de s'effacer devant une « candidature plus haute à un moment donné », puis en arrivera enfin à nommer franchement Flaissières<sup>57</sup>.

Mais Cadenat disposait aussi de plusieurs atouts : le soutien de nombreux cercles dans sa circonscription, un petit journal dans le cadre même de cette circonscription : *Le Phare Social*, et surtout le patronage de la Fédération départementale socialiste des Bouches-du-Rhône qui l'avait investi au congrès de La Ciotat, le 7 novembre 1897. Enfin, dès le mois de septembre 1897, il avait sollicité et obtenu l'appui du comité national du P.O.F., et devant Jules Guesde lui-même, qu'il avait invité à Marseille, il avait fait acclamer sa candidature dans la 2<sup>e</sup> circonscription au cours d'un banquet auquel participait Flaissières<sup>58</sup>.

Un jeu très serré s'était donc engagé où, par-delà les querelles de personnes, s'opposaient aussi deux conceptions du socialisme : le guesdisme, d'inspiration marxiste, collectiviste, internationaliste, appuyé sur un parti relativement organisé et discipliné, le Parti Ouvrier Français, et le socialisme indépendant, moins idéologiquement structuré, plus attaché aux libertés locales et vers lequel Bertas, aussi bien par sa fidélité à l'égard de Flaissières<sup>59</sup> que par ses convictions personnelles, se sentait tout naturellement porté. C'est pourquoi, lorsque sa candidature fut annoncée le 19 février avec la bénédiction du *Petit Provençal*, elle fut présentée sous les auspices d'un comité de conciliation socialiste et de propagande autonomiste présidé par Henri Goyet<sup>60</sup>. Dès lors, dans une série de passes d'armes s'opposèrent Bertas et Cadenat : le 23, des membres du comité Bertas déclarèrent vouloir empêcher l'élection de Cadenat<sup>61</sup>. Le lendemain, les partisans de ce dernier accusèrent Bertas de diviser les voix socialistes<sup>62</sup>. Le 25, le comité Bertas

---

57. Rapports de police du 30 mars 1898 (réunion du comité Bertas) et du 20 avril (réunion à Saint-Barthélemy). (A.D., M<sup>2</sup> III 52.)

58. Rapport cité. Voir aussi le texte de l'appel de la Fédération socialiste des Bouches-du-Rhône en faveur des candidats socialistes. Cadenat y figure mais non Bertas (*ibid.*, et *Petit Provençal* du 9 novembre 1897).

59. Notice citée : « Très fidèle à Flaissières, hostile au pouvoir central ».

60. Rapport du commissaire spécial du 20 février 1898 : réunion du comité Bertas, rue de Turenne (A.D., M<sup>2</sup> III 52).

61. Rapport du 24 (*ibid.*).

62. Rapport du 25 (*ibid.*).

dénonça en Bernard Cadenat le contremaitre autoritaire et dur envers les ouvriers dans une entreprise de cordonnerie ; Cadenat protesta vigoureusement, en appela à son passé de syndicaliste, et, sur ce point, le comité Bertas fit des excuses<sup>63</sup>. Pendant tout le mois de mars, entre les trois candidats de la gauche, la tactique fut, soit de s'entendre à deux contre le troisième, soit de parvenir à faire admettre le principe d'un désistement sincère en faveur du mieux placé. Or Cadenat avait lancé une exclusive contre Tassy qu'il ne voulait pas considérer comme un socialiste, puisqu'il refusait d'accepter le programme minimum de Saint-Mandé qu'avait élaboré Alexandre Millerand<sup>64</sup>. Bertas, qui l'avait accepté, lui, n'en estimait pas moins nécessaire, dans l'intérêt de la lutte commune contre Bouge, une entente possible avec un radical, même camouflé en républicain socialiste<sup>65</sup>. Mais Cadenat tergiversa longtemps et, au début d'avril, on fut presque au bord de la rupture. Des incidents se produisirent, et Bertas se plaignit des « brigades volantes » du comité Cadenat qui venaient perturber ses réunions publiques<sup>66</sup>. Il proposa de réunir un congrès, d'en appeler à l'arbitrage de Millerand<sup>67</sup>, puis de départager tout le monde en s'effaçant derrière la candidature de Flaissières. C'en était trop pour Cadenat, qui s'en prit à la fois à Bertas, qualifié à son tour de jésuite, suprême injure pour un anticlérical, et à Flaissières, lequel proclama finalement sa neutralité<sup>68</sup>. Il fallut également l'intervention d'Henri Goyet, après maintes tractations délicates, pour aboutir à l'union et éviter les erreurs du passé qui avaient facilité le succès de Bouge. Le 21 avril, la réconciliation eut lieu au Grand-Théâtre de la rue Loubon, à la Belle-de-Mai, devant plus de 500 personnes. Cadenat

63. Rapport du 26, réunion contradictoire à la rue Pautrier (A.D., M<sup>e</sup> III 52).

64. Rapport du 10 avril déjà cité (*ibid.*).

65. Rapport du 5 avril, réunion du comité Bertas présidée par Goyet (*ibid.*).

66. Rapport du 8 avril (*ibid.*).

67. Cadenat et Bertas avaient tous deux écrit à Millerand qui avait plaidé pour le premier après son arrestation, le 1<sup>er</sup> mai 1893, et plus récemment, on l'a vu, pour le second. Nous connaissons la réponse de Millerand à Bertas que ce dernier fit publier dans *le Petit Provençal*, au grand mécontentement de Cadenat, d'ailleurs. Cf. rapports des 5 et 6 avril (*ibid.*) et l'original de la lettre de Millerand, datée du 31 mars 1898, dans le fonds Bertas, n<sup>o</sup> 291, aux Archives communales. Millerand conseillait à Cadenat et à Bertas le désistement réciproque, et, au sujet de Tassy, ajoutait : « Je ne pourrais que m'en rapporter à ce qu'ils jugeraient le meilleur dans l'intérêt du parti et pour assurer le défaite du candidat ministériel ».

68. Dans son appel aux électeurs, Henri Goyet, président du comité Bertas, publia le texte d'un télégramme adressé à ce dernier par Flaissières : « Reste neutre 2<sup>e</sup> circonscription malgré vives sympathies personnelles » (fonds Bertas, n<sup>o</sup> 291).

promit de « se désister pour son ami Bertas si ce dernier avait une voix de plus que lui <sup>69</sup> », mais refusa le même engagement en faveur de Tassy. Et pendant une semaine, Cadenat et Bertas firent leurs réunions en commun. Soudain, à la fin du mois, la querelle rebondit lorsque Bertas accusa Cadenat d'avoir fait imprimer une affiche où il se présentait comme le seul candidat socialiste et il riposta en divulguant des documents relatifs au comportement douteux de Cadenat lors d'élections antérieures. Et l'on remonta ainsi jusqu'en 1885 pour se décerner ou se contester des brevets d'ancienneté de socialisme. Un ordre du jour d'union scella pourtant la réconciliation définitive, à la rue Loubon, en présence de 1.200 personnes, le 5 mai, à trois jours du scrutin du premier tour. Il était temps <sup>70</sup> !

Pour en terminer avec la rubrique des polémiques, nous signalerons que, si Bertas n'eut pratiquement pas à jouter contre Tassy, il fut en revanche obligé de se défendre contre les anarchistes et eut tout le loisir d'exercer sa verve contre Bouge.

Les anarchistes avaient coutume, à chaque consultation, de venir porter la contradiction aux candidats socialistes et ils ne firent pas d'exception pour Bertas à qui ils reprochèrent, comme à Cadenat du reste, de vouloir s'embourgeoiser en briguant la députation. Ce à quoi Bertas répondit que Sébastien Faure n'imprimait son journal à Marseille qu'au moment des élections, et qu'il trouvait surprenant que les libertaires n'allassent jamais troubler les réunions des candidats de la droite <sup>71</sup>.

---

69. Rapport de police du 22 avril (A.D., M<sup>e</sup> III 52).

70. Rapports des 28 et 29 avril et du 5 mai (*ibid.*) : Bertas, qualifié de « nouveau-né du socialisme » par Cadenat, démontra qu'il avait soutenu Clovis Hugues et Boyer en 1885, alors que Cadenat figurait dans une liste socialiste-révolutionnaire distincte qui avait reçu de l'argent du comité Rouvier, ce dernier candidat sur la liste opportuniste. Il est exact que cet argent fut procuré par un socialiste, délégué au Congrès de Marseille en 1879, Louis Mouttet, devenu, on l'apprit par la suite, un agent de Rouvier ; Mouttet fit ultérieurement une belle carrière de gouverneur aux colonies. Bertas rappela tous ces faits pendant la grande réunion publique de la rue Loubon en se référant à l'ouvrage de Jean COULET, *Histoire du socialisme à Marseille* (cf. p. 21 et 22), rédigé en 1890. Il disculpa volontiers, d'ailleurs, Cadenat, lequel admit, de son côté, qu'aucun parti ne pouvait éviter l'introduction d'éléments véreux.

71. Rapports des 12 et 24 mars, 6 et 17 avril.

Vis-à-vis de Bouge, qui évitait le plus possible les réunions publiques et surtout contradictoires <sup>72</sup>, Bertas rivalisa d'ardeur pour fustiger le renégat complice de Méline et de Barthou qui était maintenant protégé par la préfecture, le clérical appuyé par l'évêché, et le réactionnaire lié aux industriels capitalistes qui refusait les réformes sociales <sup>73</sup>.

Quant à la grande polémique de l'époque, celle qui commençait à passionner et à déchirer tous les Français, encore qu'elle n'ait eu, en définitive, qu'une influence limitée sur le résultat des élections législative, l'affaire Dreyfus, quel fut, à son sujet, le comportement de Bertas ?

D'une manière générale, les candidats de la gauche y firent assez peu allusion, à l'inverse de leurs compétiteurs modérés qui dénoncèrent à l'envi la collusion entre les socialistes et le syndicat Dreyfus, la bande juive, le traître Zola, amalgamant volontiers l'internationalisme et le cosmopolitisme <sup>74</sup>. Pour embarrasser les socialistes, les membres de la ligue antisémite voulaient les obliger à prendre position en public sur la question juive, et l'on percevait parfois une certaine gêne dans les réponses selon que l'auditoire paraissait plus ou moins hésitant, divisé, ou influencé par ce problème passionnel, parfois même des concessions à ce qui paraissait être l'opinion de la majorité des électeurs. Dans le cas précis de Bertas, nous n'avons relevé qu'une seule référence à l'affaire Dreyfus, en trois mois de campagne électorale, tout au début de celle-ci, le 24 février, rue Pautrier <sup>75</sup> dans une réunion commune avec Cadenat : il dénonça le syndicat juif à propos du procès Zola, qui s'était déroulé quatre jours plus tôt, et ajouta : « Tous les

---

72. Il fut littéralement assiégé et obligé de s'enfuir, à Saint-Henri où il avait organisé une réunion privée sur invitations (rapport du commissaire de police du 17<sup>e</sup> arrondissement, 6 mai 1898, A.D., M<sup>2</sup> III 52). Une plainte fut composée pour chanter les malheurs du martyr de Saint-Henri !

73. Cf. l'appel d'Henri Goyet aux électeurs déjà cité et le compte rendu d'une réunion de Bertas réservée aux cheminots de la Belle-de-Mai. Il y avait 1.300 cheminots inscrits dans la 2<sup>e</sup> circonscription (rapports du 26 mars et du 28 avril, *ibid.*).

74. Bouge, en particulier, présente ses adversaires socialistes comme les candidats des financiers cosmopolites et des révolutionnaires allemands. Cf. le compte-rendu de ses réunions à Saint-Just dans *le Petit Marseillais* du 2 mai 1898 et aux Chartreux dans *le Sémaphore* du 14 mai. Seul, parmi les candidats de la droite, Joseph Thierry affirma : « Je ne suis nullement antisémite », et fit la distinction entre les traîtres et les juifs (rapport du commissaire spécial du 22 février 1898, A.D., M<sup>2</sup> III 52).

75. Rapport du 25 février (*ibid.*).

socialites doivent conspuer les juifs, mais le véritable ennemi est le capital, sans distinction de religion ni de race. » Et il en profita pour attaquer aussitôt l'autre syndicat : celui du sabre et du goupillon. N'en concluons donc pas à l'antisémitisme de Bertas. Jaurès n'avait-il pas accusé lui-même, en pleine Chambre des députés, le gouvernement « de protéger les traîtres et de couvrir les cosmopolites <sup>76</sup> » ? Et l'on connaît son évolution ultérieure. Celle de Bertas fut identique : au début de l'année 1899, en février, des bagarres éclatèrent à l'occasion du départ pour l'Algérie de Rochefort, Max Régis, Marcel Habert, Ernest Roche, Charles Bernard et Girard, ce dernier délégué de la Ligue antisémite ; on se battit à coups de cannes et une altercation se produisit entre Girard et Bertas. Girard lui « fit l'honneur excessif de lui envoyer ses témoins <sup>77</sup> ». La rencontre eut lieu « à l'épée de combat et à la deuxième reprise M. Bertas a eu le poignet traversé. Les adversaires se sont réconciliés sur le terrain <sup>78</sup> ». Quelques jours plus tard, un rédacteur de *l'Antijuif marseillais* déplorait « les sanglantes journées, les bagarres qui opposaient les Français entre eux pour des juifs lesquels, eux, ne prenaient pas de risques », et ajoutait : « Bertas a été gravement blessé au poignet. Son sang a coulé pour les juifs pour lesquels il a vaillamment tenu le fer... Il est une nouvelle victime des juifs... Pourtant Bertas est un poète, un artiste, un félibre, un terrien, un partisan du sol natal, de la cité, de l'autonomie communale, de la décentralisation comme nous <sup>79</sup>... »

Cet hommage à Bertas et à ses thèmes favoris nous ramène en arrière, à la campagne électorale de 1898, pour retrouver, par-delà les indispensables polémiques, les éléments positifs et originaux de son programme.

---

76. Alors qu'on venait de fusiller deux simples soldats pour avoir brisé des objets de casernement ou jeté un bouton de culotte à la tête d'un officier (compte-rendu de la séance dans *le Petit Provençal* du 24 décembre 1897).

77. Cf. *l'Intransigeant* du 4 février 1899, qui relate les manifestations dreyfusardes organisées à Marseille contre son directeur « par la coterie juive menée par le député Carnaud et quelques élus ».

78. Cf. *Argus de la presse*, 6 février 1899.

79. Cf. *L'antijuif marseillais*, 9 février 1899, 2<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 27. Cet hebdomadaire, qui sous-titrait « Vive la France et à bas les juifs », avertissait ainsi ses lecteurs : « les annonces d'origine juive ne sont pas reçues ». L'auteur de l'article, Georges Dumailly, socialiste repentant, regrettait que Bertas ait été égaré — non payé — par les juifs (fonds Bertas, n<sup>o</sup> 291).

Socialiste, il affirme hautement ses principes, accepte le programme minimum de Saint-Mandé — les membres de son comité en distribuèrent des exemplaires — et la socialisation des moyens de production<sup>80</sup>. Il se proclame en tous points d'accord avec Cadenat, sauf, cependant, sur l'internationalisme : au cours d'une réunion de son comité, présidée par Henri Goyet, il déclara « ne pouvoir se dire internationaliste<sup>81</sup> ». C'est bien plutôt sur le fédéralisme ou l'autonomisme qu'il axera sa propagande électorale, vulgarisant, dans les réunions publiques, les idées qu'il avait déjà exprimées par sa brochure sur *la Nacionallita provençal*, par ses articles sur le fédéralisme publiés dans le *Petit Provençal* et par deux rapports sur Marseille-département et Marseille-port franc, déposés, l'un au Conseil général, l'autre au Conseil municipal en août 1897, un peu avant son projet des fêtes du 25<sup>e</sup> centenaire. Mais si le dernier projet fut, comme on l'a vu, réalisé, les vœux précédents, renvoyés en commission, ne purent jamais aboutir<sup>82</sup>. Bertas espérait-il convaincre davantage les électeurs que les élus ? Nous pouvons retrouver ses arguments dans ses deux manuscrits et dans sa profession de foi déposés aux Archives communales<sup>83</sup>.

Faire du territoire communal de Marseille un nouveau département français, voilà l'idée de Bertas, qui ne pouvait supporter de voir, au contraire, la ville exploitée par le reste du département des Bouches-du-Rhône, où 200.000 personnes faisaient la loi à 450.000. Était-ce là de la démocratie ? Sur son terroir exigu, Marseille, grâce au commerce et à l'industrie, assurait 78 % des recettes du budget départemental, elle donnait sans recevoir, sans obtenir ni reconnaissance ni aide, elle était « la vache à lait du département », et cet antagonisme ne datait pas d'hier. Sur ce point, l'historien Bertas remontait jusqu'à Massalia et ranimait la vieille querelle entre Aix la romaine et Marseille la grecque. Quant à l'adjoint à l'Enseigne-

80. « Qui se fera par étapes », ajoute-t-il dans sa profession de foi (fonds Bertas, n° 291).

81. Rapport du 16 mars 1898 (A.D., M<sup>2</sup> III 52). Toutefois, sa profession de foi est plus nuancée. Il s'y prononce pour une entente internationale des travailleurs, tout en envisageant, surtout, à propos du problème particulier de la concurrence de la main-d'œuvre étrangère à Marseille, et cite, pour finir, Victor Hugo, « le grand patriote et le pur internationaliste ».

82. *B.M.O.V.M.*, n° 152, du 22 août 1897, p. 2056 et 57 : séance du 10 août. Le 24 octobre 1899, au lendemain des grandes cérémonies du 25<sup>e</sup> centenaire, un conseiller municipal, Chappe, proposa qu'on réalisât, avec le même succès, le projet de Marseille-port franc (*ibid.*, n° 267, du 5 novembre 1899).

83. Fonds Bertas, n°s 291 et 297 (A.C., 20 ii).

ment supérieur Bertas, il ne manquait pas de réclamer le transfert des Facultés de Droit et des Lettres d'Aix à Marseille, lieu commun, il est vrai, de toutes les revendications électorales et dans tous les partis. Mais Bertas précisait qu'on lui devait déjà, au moins, l'établissement, sur le plan municipal, de la Faculté libre de Droit, en 1896, à Marseille, et qu'il fallait continuer à lutter sur le terrain universitaire sans se préoccuper davantage « des intérêts des gargotiers aixois » !

Bertas revendiquait également le transfert de la Cour d'Appel ; ainsi, et d'une façon générale, Marseille-département serait enfin libre, libre de disposer de ses finances, de récupérer, au profit des réformes sociales qu'elle pourrait enfin réaliser, les 3 ou 4 millions gaspillés dans le département pour acquitter les promesses électorales du préfet ; alors que la 2<sup>e</sup> circonscription, pour choisir cet exemple précis, manquait d'éclairage et d'écoles, mais n'était pas dépourvue, par contre, de cloaques et de coupe-gorge.

Marseille pourrait enfin, sans entraves, pratiquer le libre échange refusé par la majorité rurale d'un Conseil général qui n'hésitait pas à faire l'éloge d'un gouvernement réactionnaire. Il ne fallait pas tuer la poule aux œufs d'or car la prospérité des Bouches-du-Rhône dépendait du port de Marseille et non de celui de Gênes.

Par ailleurs, créer un nouveau département français, était-ce contraire aux lois de la décentralisation ? C'était bien plutôt une étape « vers la République fédérale des communes françaises qui est notre idéal ». Il n'y aurait pas à redouter les pouvoirs d'un nouveau préfet neutralisant ceux du maire de Marseille. Le préfet des Bouches-du-Rhône n'avait-il pas toujours été un préfet de police marseillais ? La préfecture n'était-elle pas comme une « citadelle en pays conquis » ? Il valait mieux débarrasser franchement le préfet de sa coterie servile de ruraux, et le laisser en face des seuls représentants du commerce de Marseille aux volontés desquels il pourrait moins s'opposer.

Bertas reconnaissait lui-même que son projet rencontrait l'incompréhension et la moquerie dans tous les milieux, mais aux objections du modéré Charles-Roux qui déclarait que Paris ne l'accepterait jamais, du radical Estier et du socialiste Tressaud<sup>84</sup>, d'accord

---

84. Tous trois conseillers généraux.



sur le principe mais estimant la réalisation impossible, il opposait l'exemple du Havre : ce port, longtemps subordonné à Rouen, avait mobilisé l'opinion publique en 1878, fait agir la presse, la Chambre de Commerce, recueilli 15.000 pétitions, saisi le Parlement. Ce fut un échec, mais les Havrais ne se découragèrent pas et aujourd'hui, grâce à Félix Faure, qui avait été l'instigateur de la campagne en tant que membre de la Chambre de Commerce du Havre, ils ont obtenu de larges compensations et tirent de leurs privilèges une prospérité retrouvée<sup>85</sup>. Il est vrai que Marseille aussi a donné un président à la République. Mais Thiers n'a pas laissé 25 centimes pour les hôpitaux de sa ville natale dont il a fait fusiller les enfants en 1871 et où il a fait tant d'orphelins ! Les Marseillais ne pourront donc compter que sur eux-mêmes.

Le rapport sur Marseille-département ne pouvait pas ne pas aborder les questions économiques. Celles-ci sont plus approfondies dans le rapport sur Marseille-port franc, inséparable du premier. Là encore, Bertas revendique la paternité de cette idée que tout le monde reprend. Marseille-port franc, cela ne devait pas signifier un port franc à Marseille, c'est-à-dire, comme le proposait Jules Charles-Roux, des franchises restreintes et de nouveaux monopoles pour les capitalistes. Le port franc correspondrait aux limites de la commune. Il serait régi par l'administration municipale avec le concours des représentants du commerce et de l'industrie, sous le contrôle de l'Etat. Ce serait le seul remède à la catastrophe économique qui menaçait le port de Marseille — sacrifié au protectionnisme de Méline — où l'on comptait 2.000 mouvements de navires de moins qu'en 1891. Les barrières douanières, placées hors de la commune, n'empêcheraient plus les navires étrangers d'affluer vers Marseille. La reprise du trafic entraînerait la prospérité pour tous : prospérité industrielle par la création d'usines nouvelles en fonction du bas prix des matières premières, prospérité pour les travailleurs grâce aux emplois plus nombreux et à la vie bon marché, prospérité pour le Trésor de l'Etat lui-même, dont les pertes, enregistrées sur les droits de douane, seraient largement compensées par les rentrées d'impôts

---

85. Bertas faisait sans doute allusion à l'achèvement, après maintes difficultés, du canal de Tancarville en 1887 et à l'autorisation de dépenses de 27 millions accordés, pour l'aménagement du port, par la loi du 19 mars 1895. Cf. Emile CAMAU, *Marseille au XX<sup>e</sup> siècle*, p. 629 et 638. Félix Faure avait été élu président de la République le 17 janvier 1895.

que verserait une population marseillaise accrue, active et enrichie. Là encore, Bertas concluait qu'il fallait alerter l'opinion, intéresser à son projet les milieux d'affaires et saisir le Parlement.

Tels furent les arguments exprimés, développés, détaillés ou simplifiés selon les circonstances, dans les quartiers et banlieues de la 2<sup>e</sup> circonscription, avec le secours de l'éloquence et de la polémique. Bertas, en effet, excita ses auditeurs d'Arene ou de Saint-Henri contre Méline, le patron d'Auguste Bouge, l'homme du pain cher et « l'assassin de Marseille <sup>86</sup> » (il ne s'agissait plus, cette fois, de celui de Catulle !); il approuva, au contraire, à Saint-Barnabé, le bon sens de FlaiSSIères qui venait d'obtenir du gouvernement la suspension de la taxe sur les blés; cette mesure entraînerait ainsi une diminution de 10 centimes par kilo de pain <sup>87</sup>.

Aux partisans de Cadenat déclarant, au boulevard Oddo, le port franc irréalisable, Bertas répondait par les leçons de l'histoire qui démontrait que l'autonomie communale allait de pair avec l'autonomie commerciale et la franchise avec la prospérité <sup>88</sup>.

Le 23 mars, le comité Bertas offrit un punch pour célébrer le 27<sup>e</sup> anniversaire de la Commune, et l'ancien communard Henri Goyet, dans son discours, insista essentiellement sur le symbole d'autonomie et de décentralisation qui émanait de l'héroïque insurrection populaire <sup>89</sup>. Le 26 avril, aux Aygalades, Bertas expliqua comment l'hôtel de ville était paralysé par la préfecture dans la moindre de ses initiatives, telle que l'achat de terrains à Réaltor pour l'aménagement d'un bassin <sup>90</sup>. Enfin, au nom même des libertés communales, le comité Bertas protesta contre un communiqué des maires socialistes de France recommandant aux électeurs une liste de candidats à soutenir. Cadenat y figurait, mais non Bertas. Henri Goyet répondit à ce communiqué, affiché par les soins de Cadenat, en excluant toutes les ingérences, administratives comme étrangères, et toute centralisation, même socialiste : « Les Marseillais, amoureux de leur indépendance, accueillent volontiers les conseils, mais refusent les ordres... Ils sont toujours à l'avant-garde de la démo-

---

86. Rapports des 21 et 24 avril (A.D., M<sup>2</sup> III 52).

87. Rapport du 4 mai (*ibid.*).

88. Rapport du 6 mai (*ibid.*).

89. Rapport du 24 mars (*ibid.*).

90. Rapport du 27 avril (*ibid.*).

cratie... Ce sont de grands garçons qui peuvent se conduire ; ce sont des citoyens libres qui veulent être maîtres chez eux et préserver leur autonomie communale <sup>91</sup>. »

Ce programme socialiste autonomiste était donc bien conforme aux idées de Bertas, demeuré fidèle à la pensée proudhonienne qui avait inspiré, quelques années plus tôt, sa conférence et sa brochure sur *la Nacionallita provençalo* : Proudhon, « lou pu grand economisto dou siecle » écrivait-il alors <sup>92</sup> en faisant l'éloge du fédéralisme (il citait en exemple la Suisse et les Etats-Unis), dans lequel il voyait un élément de liberté et de défense contre les majorités protectionnistes et centralisatrices de Paris et du Nord, en même temps qu'une garantie de survie et de progrès pour la langue et la littérature provençales.

Mais fédéralisme et défense des libertés n'impliquaient pas séparatisme et le texte de Bertas s'achève ainsi : « La Fédéracion fara fouarto la França... Que aimo soun vilagi, aimo sa prouvinço et qu'aimo sa prouvinço, au jour dou dangié, si fa chapla pèr la França <sup>93</sup> ! » Et la profession de foi de 1898 débutait, à peu de choses près, comme finissait la brochure de 1892 : « Il faut rendre à la nation ce qui est à la nation, à la région ce qui est à la région, à la commune ce qui est à la commune <sup>94</sup>. » On comprend donc mieux pourquoi, lorsque les anarchistes vinrent troubler la cérémonie organisée en l'honneur de la Commune par le comité Bertas, les membres de ce dernier avaient répondu spontanément en chantant *la Marseillaise* <sup>95</sup>. On comprend également que Bertas n'ait pu se déclarer internationaliste comme Cadenat, du moins dans le sens où l'entendait ce dernier.

Il restait à savoir si ce programme socialiste autonomiste, assez original dans les milieux politiques de gauche <sup>96</sup>, avait quelques chances d'emporter l'adhésion de la majorité des électeurs.

91. Cf. *Petit Provençal* du 14 avril. Flaissières démentit avoir signé le communiqué des maires de France de son plein gré ; son nom, déclara-t-il, ayant été porté sur l'affiche sans qu'on l'ait consulté. Il réaffirma sa neutralité ; cf. l'appel aux électeurs du comité Bertas déjà cité.

92. *Op. cit.*, p. 23.

93. *Ibid.*, p. 24 et 28.

94. Fonds Bertas, n° 291.

95. Rapport cité.

96. Encore que la Ligue du Midi ait constamment défendu ces thèmes. Son organe, *la Marseillaise du Midi*, publia notamment, le 12 août 1893, un article intitulé « Marseille ville libre » : « Rendez-nous nos franchises communales, nos libertés... Marseille libre dans l'Etat libre, voilà la véritable conception de son avenir... »

La réponse fut nette : Bernard Cadenat arriva en tête au 1<sup>er</sup> tour avec 5.683 voix (26 % des suffrages des inscrits), devançant Bouge de peu (5.340 voix, 24,8 %) et précédant largement Bertas (1.614 voix, 7,40 %) et Tassy (880 voix, 3,6 %) <sup>97</sup>. Les meilleurs résultats obtenus par Bertas, au niveau du bureau de vote, le furent dans les quartiers urbains de la circonscription où il était le plus connu : 12,6 % au boulevard National, 10,6 % à la Belle-de-Mai, 8,9 % à Arenc, 8,5 % à Saint-Lazare, soit au-dessus de sa moyenne, mais dans la banlieue Nord, à Saint-Louis, Saint-Henri, Saint-André, Saint-Barthélémy, à Sainte-Marthe et aux Aygaldes, par exemple, ses positions, très médiocres, oscillent entre 2 et 4 %.

Au second tour, Bertas se désista loyalement et, comme il l'avait promis, fit campagne en faveur de Cadenat, flétrissant les « quelques traitres » de son comité qui ne l'avaient pas suivi, présidant lui-même le 19 mai une grande réunion publique rue Loubon, à laquelle vinrent participer Flaissières et Carnaud pour appuyer Cadenat <sup>98</sup>. Prenant la parole, dans d'autres réunions, à la Rose et au boulevard Oddo, il dénonça vigoureusement les méthodes d'intimidation du préfet sur les fonctionnaires, les pressions patronales sur les ouvriers pour les amener à voter pour Bouge, et dévoila une tentative de corruption dont il avait été l'objet : on avait eu l'audace de lui promettre une sinécure, à lui, Bertas, s'il faisait voter contre Cadenat <sup>99</sup> !

Celui-ci fut nettement vainqueur au deuxième tour de scrutin, avec 8.848 voix (40,42 %) contre 7.040 (32,16 %) au député sortant. L'examen des pourcentages par bureaux de vote montre que les électeurs de Bertas, et même une grande partie de ceux de Tassy, reportèrent massivement leurs suffrages sur le nom de Bernard Cadenat <sup>100</sup> qui allait inaugurer ainsi une longue série de mandats parlementaires <sup>101</sup>.

97. Sur 21.881 inscrits et 13.912 votants (A.D., M<sup>e</sup> III 52).

98. Rapport du 20 mai (*ibid.*).

99. Rapports des 15 et 19 mai (*ibid.*).

100. Sur 15.786 votants, il y eut donc 1.874 électeurs supplémentaires, mais Cadenat gagna, d'un tour à l'autre, 3.165 voix et Bouge 1.610 seulement.

101. Il sera député de 1898 à 1919 et de 1924 à 1930, date de sa mort. Il existe, au cœur de la Belle-de-Mai, et ce n'est que justice, une place Bernard-Cadenat, avec un médaillon de ce dernier. Il y a aussi au Merlan, une rue Bouge. Les membres du comité Bertas — celui du centenaire de sa naissance — auraient souhaité qu'une artère marseillaise portât le nom de l'homme qui s'était tellement attaché à l'histoire de sa cité.

La carrière politique de Bertas, par contre, tourna court assez vite : s'il fut réélu conseiller municipal en 1900, on l'a vu, la défaite de Flaissières devant Ripert dans son unique tentative aux élections législatives de 1902<sup>102</sup> l'entraîna dans la chute collective de la municipalité qui en fut la conséquence. Les 27 juillet et 3 août 1902, la liste Chanut l'emportait sur celle de Flaissières avec une avance assez nette<sup>103</sup>.

L'année précédente, Bertas avait également échoué aux élections départementales. Candidat dans le 5<sup>e</sup> canton, toujours à la Belle-de-Mai, il s'inclina devant Joseph Schürer, socialiste indépendant (2.321 voix), devançant cependant, avec 1.451 suffrages, deux autres compétiteurs dont Basset, le lieutenant de Cadenat<sup>104</sup>.

Bertas abandonna la politique. Il avait épousé, le 10 décembre 1898, M<sup>me</sup> Chatel, directrice de la première Ecole pratique de commerce et d'industrie de jeunes filles créée à Marseille. M<sup>me</sup> Antoine devint plus tard inspectrice de l'Enseignement technique<sup>105</sup>. Délivré de tous soucis matériels, Bertas se consacra exclusivement au journalisme (il collabora encore au *Petit Provençal* jusqu'en 1908, puis au *Petit Var* et à la *Dépêche de Toulouse*, et, après la Grande Guerre, au *Radical* où il retrouva — pacifiquement — la famille Boudouresque), ainsi qu'aux études historiques, fouillant jusqu'à sa mort, en 1950, les bibliothèques et archives de Marseille.

Son activité militante, au cours de sa longue existence, n'a donc duré qu'une dizaine d'années et fut, en définitive, assez modeste. Mais elle s'est manifestée dans une période marquée non seulement par des crises violentes comme l'affaire Dreyfus, mais encore par des phénomènes sociaux, idéologiques et politiques importants tels que la montée du syndicalisme — la C.G.T. a célébré en 1965 son 70<sup>e</sup> anniversaire — et du socialisme. Cette phase ascendante fut particulièrement sensible à Marseille. Outre une première expérience

102. Bertas participa encore à cette campagne électorale. Rédacteur en chef de l'hebdomadaire *la République Provençale*, il appela les socialistes à l'union pour défendre la République contre « la coalition des mécontents césariens, monarchistes, moines et bourgeois ventripotents » (éditorial du 15 mars 1902).

103. 29.502 voix contre 23.725 à Flaissières, au premier tour, sur 92.302 inscrits et 57.969 votants ; 36.214 contre 27.908, au second, sur 63.759 votants. Bertas obtint respectivement 21.861 et 26.702 suffrages (*B.M.O.V.M.*, n° 410, du 3 août 1902).

104. Rapport du commissaire spécial du 25 décembre 1901 (A.D., M<sup>e</sup> III 53 D).

105. Cf. Jorgi REBOUL, art. cité.

de municipalité collectiviste, les élections législatives de 1898 (et Bertas avait participé à l'une et aux autres) se traduisirent par le plus spectaculaire accroissement d'influence jamais réalisé par les socialistes. Alors qu'en effet, en 1892-1893, leurs positions se situaient aux environs de 16 à 18 % des suffrages des inscrits, elles atteignirent, et dépassèrent même, le palier de 30 % en 1898 (33 % au 2<sup>e</sup> tour), si l'on totalise les voix obtenues par les candidats socialistes de toutes tendances <sup>106</sup>. Leurs gains avaient presque doublé, en cinq ans, tandis que, jusqu'à la fin de la III<sup>e</sup> République, l'amplitude des variations sera beaucoup plus limitée, si l'on met à part, en 1936, le Front Populaire et les progrès des communistes à l'extrême-gauche. Le socialisme faisait donc preuve de beaucoup de dynamisme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, en dépit des querelles de personnes et des divergences doctrinales. Les unes et les autres méritent d'être examinées. Il serait tentant d'interpréter la victoire de Cadenat sur Bertas comme une nouvelle étape des progrès du marxisme aux dépens du proudhonisme. Mais le marxisme de Cadenat était assez élémentaire, tout comme celui de Guesde d'ailleurs <sup>107</sup>, et le proudhonisme paraissait bien édulcoré dans les années 1900. Ce qui semble avoir déterminé le choix des électeurs socialistes, ce furent d'abord les qualités d'organisateur de Cadenat, sa plus grande expérience des luttes politiques dans des quartiers qu'il connaissait bien, son excellente machine électorale appuyée sur des comités et des militants plus nombreux que ceux qui suivaient Bertas, disciplinés et enthousiastes, animés d'un dévouement à toute épreuve <sup>108</sup>. Et puis, Cadenat, dont l'éloquence farouche et dialectique à la fois différait de celle, mordante certes mais plutôt littéraire, de Bertas, présentait un programme plus révolutionnaire qui mettait davantage l'accent sur les problèmes sociaux que sur les revendications régionales ; ces derniè-

---

106. Soit un total de 30.500 voix sur 103.000 inscrits et 65.000 votants environ au premier tour (46 %), et de 33.600 sur 68.000 au second (49 %). Les socialistes enlevèrent trois sièges sur cinq à pourvoir dans l'arrondissement de Marseille. En 1893, ils n'avaient rassemblé que 17.000 voix et emporté qu'un seul siège. Sur le plan national, le nombre des élus socialistes passa, dans la même période, de 33 à 57.

107. Cf. la récente et importante thèse de Claude WILLARD, *Le mouvement socialiste en France (1893-1905). Les Guesdistes* (Editions sociales, 770 p., Paris, 1965). L'auteur nous paraît manquer d'indulgence à l'égard du socialisme marseillais.

108. C'est ce que constate le commissaire spécial adjoint Borelli dans son rapport du 12 avril 1898. Le comité Cadenat avait reçu à cette date 965 adhésions. « Chacun y va de son temps et de son argent avec un dévouement surprenant » (A.D., M<sup>e</sup> III 52).

res, avec leur corollaire de protection des intérêts commerciaux, leur notion de décentralisation, étaient aussi fréquemment évoquées par les candidats de la droite, à commencer par Bouge lui-même. Le fait d'entendre un homme de gauche comme Bertas plaider avec des arguments similaires, même dans une perspective totalement différente <sup>109</sup>, ne risquait-il pas de créer une certaine confusion, de lui porter un certain préjudice dans cette conjoncture ?

Voilà pourquoi Bernard Cadenat, Marseillais d'adoption <sup>110</sup>, fut sans doute préféré à Pierre Bertas, Marseillais d'origine. Les intérêts et les objectifs de la classe ouvrière, dans le sens d'un combat, d'une lutte à mener sur le plan économique, social et politique, ont dû paraître plus importants aux yeux de la majorité des électeurs que la défense, si sympathique fût-elle, des libertés provençales et marseillaises.

Antoine OLIVESI.

---

109. Bertas et son comité de conciliation socialiste et autonomiste ne voulaient-ils pas « épinglez les couleurs de Marseille à la hampe du drapeau rouge, largement déployé, de la Révolution » ? Cf. son discours prononcé aux obsèques d'Henri Goyet le 4 février 1900 (*op. cit.*). Quelques années plus tard, les hommes politiques modérés marseillais, Joseph Thierry en tête, continuent à mener campagne pour la création d'un port franc à Marseille. « Si l'idée de Marseille port franc est une solution qui doit être définitivement écartée, par contre, le principe de la création dans notre ville d'un port franc aurait d'incontestables avantages », écrit Emile CAMAU, dans *Marseille au XX<sup>e</sup> siècle* (1905), p. 839 : « Malheureusement, ajoute-t-il plus loin, nous n'avons jusqu'ici à ce sujet que de bien faibles espérances » (p. 861).

110. Cadenat était né à Pexiora, dans l'Aude, en 1853. Autre marseillais d'adoption, Joseph Schürer, né en 1849, d'un père alsacien, à Montdauphin, dans les Hautes-Alpes, sut également se créer, à la Belle-de-Mai, des positions solides et durables, en tant que conseiller d'arrondissement puis conseiller général, mais par des moyens différents : « Depuis vingt-trois ans employé de mairie, sous-chef de bureau aux Contributions directes, rend beaucoup de services ; très souple, très serviable, influent » (rapport cité, note 101). Privé du soutien d'un parti organisé ou de la fidélité d'une clientèle, Bertas, s'il pouvait être élu au scrutin de liste dans le sillage de Flaissières, n'avait guère de chances de l'emporter dans une consultation au scrutin uninominal, face à des adversaires chevronnés.